

Nous ne savons même pas combien le gouvernement dépense chaque année pour ses véhicules; combien il consomme d'essence, d'électricité; combien il en coûte pour le chauffage de notre immeuble; combien il nous en coûte pour l'enlèvement des ordures et combien nous gaspillons de papier, parce que nous n'avons pas de système nous permettant de faire le bilan de ces choses-là.

Pendant les consultations sur le Plan vert, on a parlé de l'importance de l'investissement dans des technologies; on a dit qu'à titre de plus grand organisme du pays, le gouvernement devait commencer par mettre de l'ordre dans ses propres affaires, faire de la recherche, mettre au point des technologies nouvelles pour y parvenir et faire oeuvre de pionnier en ce domaine. Tout comme l'acheteur décide en fin de compte du succès de nouveaux produits, le gouvernement peut influencer sur le marché d'une façon positive plutôt que de chercher à imposer ses exigences, et veiller à la mise au point de produits et de services qui permettront non seulement au gouvernement mais aussi au secteur privé, de respecter davantage l'environnement.

Nombre d'entreprises veulent respecter l'environnement, mais les plus petites d'entre elles surtout ont besoin d'outils pour ce faire. Un élément de vérification en matière d'environnement au sein du gouvernement pourrait contribuer à la mise au point de ces outils.

Ce genre de vérification constitue une occasion de premier ordre pour le Canada. Comme je l'ai dit, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a été le premier pays à établir, en 1986, des pratiques de vérification environnementale à son Parlement, et il est toujours le seul. Voici un autre passage important du magazine *Eco Source*:

Il n'existe aucune norme gouvernementale en matière de vérification environnementale dans le monde.

On dit également que des résultats supérieurs à la moyenne en ce qui a trait à l'environnement présentent des avantages commerciaux certains. Enfin, selon ce magazine, un engagement véritable envers la cause écologique de la part d'une grande multinationale ou d'un organisme gouvernemental aura une incidence écologique profonde, surtout par effet d'entraînement.

Nous avons, au Canada, des talents bruts des plus prometteurs que nous pourrions utiliser pour arrêter des méthodes et des techniques de vérification environnementale partout dans le monde. Quand la Nouvelle-Zélande a créé une fonction de vérification environnementale au sein de son gouvernement, elle a fait appel à des représentants du Canada. Nous devons exploiter ces talents pour obtenir les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre au point un produit international de premier plan qui nous permettrait d'aider d'autres pays et des entreprises privées à devenir aussi écologiques que possible.

Initiatives parlementaires

C'est pour cela que le domaine de la vérification environnementale est, à mon avis, celui qui offre le plus de possibilités commerciales pour le Canada.

Je termine en rappelant que nous avons tenté d'expliquer aux ménages, aux particuliers et aux entreprises comment tenir compte davantage de l'environnement, comment réduire leur consommation d'énergie et comment réduire leur production de rebuts. Nous songeons pourtant quand même à arrêter des règlements et à adopter des lois et des taxes vertes. Pourquoi ne pas prêcher par l'exemple en commençant au gouvernement même?

Au cours des années 70, nous étions forcés de faire de la conservation et voilà que le ministre de l'Énergie revient à la charge dans les années 90 pour demander aux Canadiens de réduire leur consommation d'énergie. Qu'a-t-on fait au sein de l'appareil gouvernemental pour démontrer comment il fallait s'y prendre? L'important maintenant est d'intervenir auprès des entreprises commerciales et industrielles, et non plus auprès des ménages.

Certes, l'idée de créer un poste de vérificateur en matière d'environnement mérite d'être examinée davantage. Il existe bien d'autres moyens de procéder à une vérification environnementale. L'établissement d'un poste précis n'est peut-être pas la meilleure solution. Mais tant que nous n'aurons pas posé le premier jalon qui nous assurera que tous les ministères ont les compétences, les instruments, les connaissances scientifiques et la volonté de vérifier les répercussions écologiques de leurs propres activités, nous n'irons nulle part. Nous n'arriverons jamais à décider des meilleurs moyens d'intervention à prendre. Nous ne mettrons jamais au point les instruments scientifiques dont ont besoin nos sociétés, notre secteur privé et notre secteur public, à tous les niveaux de gouvernement.

C'est la semaine prochaine que le Plan vert sera déposé. J'espère qu'on ne fera pas fi des avis obtenus à la suite de consultations qui nous ont coûté 6 millions de dollars, et je rappelle que pour moins de la moitié de cette somme, on pourrait établir le bureau d'un vérificateur général de l'environnement.

J'espère que le gouvernement inclura la question de la vérification environnementale dans son Plan vert qu'il déposera la semaine prochaine. Je crois que s'il en a l'intention, il nous laissera renvoyer cette motion au comité. Tout ce qu'il nous faut pour que cette motion fasse l'objet d'autres discussions et pour commencer cette longue démarche qui rendra notre gouvernement, notre Parlement et notre pays écologiquement responsables, c'est que les ministériels ne continuent pas de parler jusqu'à six heures.